

- 5 -

## URBANISATION, MONETARISATION ET LEGITIMATION

PAR G. MATHIAS

(Notes de discussion à propos de l'expérience brésilienne)

La démocratisation du régime politique brésilien et l'adoption de mesures hétérodoxes de stabilisation économique - centrées sur le réaménagement global du système monétaire et financier national - conduisent aujourd'hui à s'interroger sur les conditions sociales dans lesquelles s'accomplissent ces réformes et sur la dynamique nouvelle de légitimation du pouvoir politique que semble se mettre progressivement en place dans la région.

Dans ce texte, nous nous limitons à indiquer quelques transformations structurelles de la société brésilienne que doivent, selon nous, être prises en compte dans l'analyse des changements des rapports sociaux de domination.

- I -

Le premier point concerne la vitesse et les formes du processus d'urbanisation.

En effet, le déplacement de population de la campagne vers les villes - nourri par l'essor d'une industrie moderne et par la transformation capitaliste de l'agriculture - modifie radicalement

dans l'espace de 30 ans, le profil de la société brésilienne. Entre 1950 et 1980, la part de la population habitant dans des villes passe de 36,2 % à 67,7 % de la population totale du pays. Tandis que celle-ci présente au long de cette période un taux annuel d'accroissement de 2,86 %, la population urbaine, pour sa part, s'accroît à un taux annuel de 5,64 %.

Deux tendances plus significatives caractérisent cette expansion du secteur urbain.

D'une part, la concentration de population dans les grandes villes s'accroît en termes absolus. On pouvait ainsi dénombrier en 1980 neuf villes de plus d'un million d'habitants au Brésil. Parmi elles, Sao Paulo ( 12,1 millions ) et Rio de Janeiro ( 8,8 millions ) constituent aujourd'hui des agglomérations urbaines condensant tous les problèmes typiques des mégavilles du Tiers-Monde.

D'autre part, on assiste à une augmentation du nombre des villes de plus de 20 000 habitants, qui passe de 96 en 1950 à 482 en 1980. Ce phénomène tend à accroître la dispersion des villes sur le territoire national. A titre indicatif, signalons que dans les régions du Nord-Est et du Sud-Est leur nombre passe, respectivement, de 13 à 57 et de 36 à 129.

Cette évolution rapide du système de villes brésilien aboutit à des situations urbaines sensiblement différenciées. Dans les plus grandes villes, en particulier Sao Paulo et Rio de Janeiro, nous observons une ségrégation spatiale d'une partie croissante de la population travailleuse. L'emprise des pratiques spéculatives sur l'occupation du sol joue ici un rôle déterminant. En effet,

au fur et à mesure où l'aménagement urbain s'étend, une partie croissante de la surface utile de ces villes demeure inoccupée, dans l'attente d'une valorisation future. Ce mécanisme explique en grande partie l'occupation extensive du sol et la dégradation des conditions d'habitat de la population urbaine pauvre. Celle-ci tend à être rejetée à la périphérie des villes accentuant le phénomène de bidonvillisation. Dans certains cas elle peut aussi être refouillée dans les vieux quartiers en décadence, condamnés à disparaître.

Dans beaucoup d'autres villes de taille inférieure les conditions d'aménagement urbain et de logement de la population pauvre souffrent plus directement des fluctuations de la capacité de mobilisation politique des municipalités vis à vis du pouvoir central et des stratégies d'implantation régionale des firmes privées.

## II

Le deuxième point concerne la monétarisation accrue des rapports sociaux qu'on observe dans l'après-guerre. Cette transformation s'exprime par des changements aussi bien au niveau des mécanismes de formation du revenu des ménages ouvriers que au niveau de l'évolution de leur structure de dépenses.

a) Au long de cette période, les mécanismes de formation du revenu <sup>monétaire</sup> des ménages ouvriers tendent à se caractériser par la combinaison accrue des revenus des activités formelles et informelles. Selon les chiffres de la PREALC/LIT, entre 1950 et 1960, la participation de ces deux secteurs sur la population économiquement active s'accroît

respectivement de 28,5 % à 48,2% et de 10,7 % à 16,9 %.

Par ailleurs, cette stratégie extensive et diversifiée des ménages d'engagement d'un plus grand nombre de ses membres dans des activités monétarisées, se traduit à la fois par l'expansion du salariat et du non-salariat (production autonome ou travail à domicile).

Si nous considérons globalement la dynamique de création d'emplois nouveaux au long de cette période nous observons une évolution sectorielle très différenciée. Si en 1950 les secteurs primaire, secondaire et tertiaire étaient responsables, respectivement, de la création de 38,9 %, 9,1 %, et 55 % des nouveaux emplois, déjà en 1980 seront respectivement responsables de la création de 0,2 %, 37,8 % et 62 % des emplois nouveaux. Cette expansion plus que proportionnelle de l'emploi secondaire, traduit en particulier le dynamisme de l'industrie de transformation, responsable de la création de 6,1 % et de 25,4 % des nouveaux emplois à ces deux dates.

Cette évolution de l'emploi urbain se traduit également par une incorporation accrue des femmes et des mineurs à la population économiquement active. En effet, le taux de participation des femmes passe de 18,5 % en 1950 à 32,6 % en 1978. Pour ce qui est des enfants (10-16 ans) leur taux de participation dans la population économiquement active totale évolue, entre 1970 et 1980, de 2,4 % à 2,7 % pour les enfants de 10 à 14 ans et de 13,5 % à 14,0 % pour les enfants de 15 à 16 ans.

Ces quelques données globales convergent avec les résultats de nombreuses enquêtes partielles ou localisées que nous avons pu examiner par ailleurs (1).

Elles indiquent, dans ses grands traits, un modèle extensif d'engagement des familles ouvrières dans la force de travail active. Les situations de travail dans lesquelles se retrouvent les individus concourant à la formation du revenu familial se diversifient considérablement avec le développement du travail des femmes, des jeunes et des personnes âgées, dans un ample spectre d'activités temporaires, autonomes ou salariées.

Il se produit ainsi une différenciation interne à la classe ouvrière que constitue l'enjeu même des politiques d'emploi et de revenus que se définissent à l'heure actuelle. Ce qu'il importe de noter à cet égard, c'est que cette plus grande hétérogénéité de l'emploi, loin d'indiquer une segmentation du marché du travail en groupes régis par des intérêts et des dynamiques diverses, traduit plutôt le mode propre de reproduction de la force de travail dans le contexte d'un régime d'accumulation excluant. En effet, la complémentarité des travaux de nature diverse qui contribuent à la formation du revenu monétaire familial favorise plutôt la perception de l'identité de classe des différents groupes de travailleurs soumis à un même régime de bas salaires.

Telle semble être une des principales limites de l'efficacité des politiques sectorielles d'emploi, orientées vers la formalisation des activités informelles.

b) L'évolution de la structure de consommation des ménages ouvriers est influencée par le processus d'urbanisation accéléré que nous avons évoqué. Elle révèle une monétarisation accrue des conditions de reproduction de la force de travail.

En effet, ce déplacement de population des campagnes vers les villes se traduit par une perte progressive d'importance des

activités productives d'auto-subsistance. La structure de consommation des ménages tend à inclure une fraction croissante de biens manufacturés et de services marchands.

Nous pouvons constater cette évolution à partir de quelques indicateurs de l'accès des ménages aux biens et services marchands. Ainsi; entre 1960 et 1980, le pourcentage de ménages <sup>urbains</sup> possédant des réfrigérateurs passe, dans la région du Nord-Est, de 7,7% à 44% et, dans la région du Sud-Est, de 30,4 à 74,5%. En ce qui concerne les ménages possédant des postes téléviseurs ces chiffres sont respectivement, pour la région du Nord-Est, de 0,8 % et 50,4%, et pour la région du Sud-Est, de 15,8% et 82,1%.

Pour partielles qu'elles soient, ces informations indiquent néanmoins une diffusion rapide de la consommation des biens manufacturés à des couches de plus en plus larges de la population. Elles fournissent ainsi une mesure indirecte de la monétarisation des normes de consommation au Brésil.